



Sans papiers mais pas sans droits

Les sans-papiers, qu'ils soient adultes ou enfants, des militants choisissent de les héberger, de les protéger, de les guider. En ce faisant, ils décident de lutter et de s'opposer à la chasse aux sans-papiers orchestrée par le Ministre de l'intérieur. C'est un acte de refus et de résistance qui n'est pas sans danger dans cette ambiance de délation et de mise en examen pour délits de solidarité.

Tous ces militants des droits humains, des droits de l'enfant sont témoins de situations qui font trembler : des pères réfugiés menottés comme des criminels devant leurs enfants en larmes, des enfants en fuite pour ne pas retourner dans leur pays d'origine, des sans-papiers expulsés violemment de leur logement, insalubre ou pas...

Des victoires au cas par cas, de nombreux échecs aussi...

Régulièrement des décrets et des lois renforcent cette discrimination envers les étrangers sans papiers.

C'est dans ce contexte liberticide que Françoise Salmon milite dans un collectif de RESF (Réseau Education Sans Frontières), comme beaucoup d'enseignants, elle associe vigilance et résistance face aux mesures portant atteinte aux droits sociaux, civils et politiques des enfants, des femmes et des hommes.

Catherine Chabrun

De sonnettes d'alarme en actions, de refus en manifestations, de pressions politiques en régularisations, les collectifs et associations de soutien aux « sans-papiers » ne cessent d'être présents dans le panoramique social et politique.

Certains s'épuisent, d'autres les remplacent pour mieux rebondir. Tout sauf l'acceptation et le « on n'y peut rien » qui laisse la place aux pratiques scandaleuses du gouvernement. Tout sauf le « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde » qui permet à des soldats de tuer entre le Maroc et l'Espagne.

L'an dernier, des milliers de voix se sont élevées pour agir et ont fait cesser les arrestations d'enfants et de leurs parents au sein même des écoles primaires. D'autres se font largement entendre contre les arrestations massives et les reconduites à la frontière de lycéens et de collégiens, d'autres encore crient et agissent contre les expulsions des logements, voire du territoire, de

femmes, d'hommes et d'enfants qui croient et espèrent que la France sera le berceau de leur reconstruction.

Ces militants investis sont parfois fatigués, déprimés car c'est déstructurant d'être avec ces personnes dans leur lutte quotidienne de survie. Ils hurlent, ils ont honte, ils se battent entre l'action politique et l'action humanitaire et le doute les envahit : à quoi bon sauver une famille voire une seule personne alors que tant d'autres ne le seront pas ? N'empêche-t-on pas juste la machine d'exploser ? Quelle marge de manœuvre les citoyens ont-ils pour impliquer les politiques ? Toutes ces personnes sont exclues des droits fondamentaux et des aides sociales. Il ne leur reste plus que la rue, avec tous les dangers qu'elle représente. La mort y rôde et on ne peut pas les y laisser !

Alors ? Alors ces militants désobéissent au Ministre de l'intérieur aident et hébergent ces femmes et ces hommes et répondent ainsi à l'obligation d'assistance à personne en danger.

Cette désobéissance, c'est tout simplement de la résistance, on y est, encore une fois, une fois de plus, une fois de trop en tous cas. D'autant que les politiques, de droite comme de gauche bien que se référant sans arrêt à la notion d'État de Droit, votent des lois qui bafouent les principes fondamentaux de la Déclaration des Droits de l'Homme et de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Etat, Droit, deux mots porteurs qui devraient garantir une protection à tous les êtres humains qui y vivent. C'est en tout cas ce que l'on apprend à l'école. C'est ce qu'il nous faut plus que jamais mettre en pratique au travers des conseils d'enfants, des conseils d'école et d'établissement, institutions nous permettant encore de faire vivre et d'éduquer à la démocratie participative.

VITE VITE AVANT QUE CELA NE DEVIENNE DES GROS MOTS ET QUE DE CE FAIT ON NE PUISSE PLUS LES ENSEIGNER À NOS ÉLÈVES.

Françoise Salmon